

Guerre et paix **Lucien Borne, l'homme de la situation**

Alain Roy

Numéro hors-série, 2005

Québec : de génération en génération

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/516ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Roy, A. (2005). Guerre et paix : lucien Borne, l'homme de la situation. *Cap-aux-Diamants*, 59–63.



Le maire Lucien Borne préside aux destinées de la ville de 1938 jusqu'en 1953. Photo : William B. Edwards, s.d. (Archives de Cap-aux-Diamants, fonds Lucien-Borne).

GUERRE ET PAIX

LUCIEN BORNE, L'HOMME DE LA SITUATION

PAR ALAIN ROY

Le 8 mai 1945, peu après la capitulation de l'armée allemande, des milliers de personnes se massent devant la basilique de Québec : la Seconde Guerre mondiale est terminée, enfin presque...

Depuis plusieurs années, la guerre a monopolisé l'attention. Désormais, c'est une période de paix qui s'ouvre, que l'on souhaite prospère et équitable. Aux prises avec les souvenirs douloureux de la crise des années 1930 et de la guerre, les autorités et la population cherchent un développement « moderne », ce à quoi s'attachera le maire Borne pour définir ce que sera la ville d'après-guerre. Né le 20 août 1894, Lucien Borne, après ses études, reprend la direction de la manufacture de cuir familiale. Élu maire une première fois, en mars 1938, il occupera cette fonction jusqu'en novembre 1953. Il décède le

23 novembre 1954. Mais, en ce 8 mai 1945, c'est surtout la défaite des Allemands qui retient l'attention.

UNE VILLE À L'HEURE DU MONDE

Pendant les années de la guerre, Québec est une véritable place forte. Non seulement c'est le point de départ pour le front pour des milliers de soldats et un centre de production d'armement, notamment des navires et des munitions, mais Québec joue également un rôle international important. En effet, pour coordonner leurs efforts, les représentants britanniques, dirigés par Winston Churchill, premier ministre de la Grande-Bretagne, et américains, dont le président américain Franklin Delano Roosevelt, de même que leurs états-majors se rencontrent à Québec pour définir une stratégie commune. Une

première conférence a lieu en juillet 1943, puis une seconde, en septembre 1944. Ces rencontres attirent les regards du monde entier sur Québec.

Dans la foulée de la victoire, la nécessité de créer de nouvelles institutions internationales est reconnue par tous et le rôle international de Québec est toujours à l'honneur. C'est ainsi qu'en juin 1945 se réunissent à Québec les membres de l'Organisation internationale du travail. Quelques mois plus tard, en octobre, la conférence de l'Organisation des vivres et de l'agriculture, première conférence organisée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (ONU), donnera naissance à la FAO (Food and Agriculture Organization), la plus ancienne institution spécialisée de l'ONU.

Mais cette présence ne s'arrête pas là. De nombreux officiers et hauts gradés visitent Québec. En 1944, le général Charles de Gaulle est à Québec. Il rencontre alors le

maire Lucien Borne à l'hôtel de ville. De même, en 1946, c'est devant l'Hôtel du Parlement que le premier ministre Maurice Duplessis et le maire Borne accueillent le maréchal Bernard Law Montgomery, commandant des forces terrestres alliées, lors de la Seconde Guerre mondiale.

Cette présence internationale, le maire Borne et le conseil de ville veulent la maintenir et l'affirmer davantage. Ainsi, le 9 juin 1945, à peine un mois après la défaite allemande et alors que la Conférence de fondation de l'ONU est en cours, les journaux de Québec font état d'un projet grandiose, celui d'accueillir à Québec le siège des Nations Unies. La proposition, élaborée par les architectes Adrien Dufresne et Édouard Fiset à la demande du maire, consiste à bâtir un vaste palais sur les plaines d'Abraham au coût de 20 millions \$. Cependant, les aspirations du maire Borne s'évanouissent en octobre à la suite de la décision de l'ONU de s'installer aux États-Unis. L'administration municipale se rabat alors sur un nouvel objectif en demandant, dès le 19 octobre, l'établissement à Québec du siège permanent de la FAO et fait même parvenir le dossier de candidature aux délégués de cette organisation réunis à Londres, en novembre 1945. Peine perdue, c'est à Rome que la FAO s'installera, en 1949.

UN TEMPS DE TOURMENTE

La guerre marque aussi de manière très concrète le quotidien des citoyens de Québec, que ce soit par la présence continue de soldats, parfois source de frictions, et surtout par une relance de l'économie. Durement frappée par la crise, son économie connaît une forte relance grâce à l'effort de guerre : entre 1941 et 1945, la population travaillant dans les manufactures augmente de plus de 50 %, passant de 16 742 à 25 876 personnes. L'Arsenal de Québec, qui produit des munitions, joue un rôle prépondérant dans cette activité, embauchant jusqu'à 14 000 personnes dans ses diverses installations, surtout celles de Saint-Malo. En effet, en 1943, les usines de Saint-Malo occupent une superficie dix fois supérieure à ce qu'elles occupaient en 1940 et emploient plus de 7 000 personnes, dont 4 300 femmes.

La guerre contre le fascisme se traduit également sur le plan politique. C'est ainsi qu'en juillet 1939, à Québec, après une assemblée tenue par le parti fasciste d'Adrien Arcand, on en appelle au maire Borne pour interdire ce genre d'activités, qui répond alors qu'il prendra les mesures qui s'imposent à l'avenir. En 1942, le maire Borne met un local à la disposition du Comité de la France libre – comité

Le maire Lucien Borne et le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve. Photo : Roger Bédard, s.d. (Archives de Cap-aux-Diamants, fonds Lucien-Borne).



qui mobilise le soutien au général de Gaulle et aux Alliés – et lui fournit gratuitement un stand à l'Exposition provinciale, ce qui lui vaut une chaleureuse lettre de remerciement du général.

La question juive montre pourtant que la société québécoise est partagée. Un discours antisémite est présent, propagé notamment par *L'Action catholique*, qui entend préserver la «race canadienne-française». C'est dans ce contexte qu'une résolution est adoptée unanimement par le conseil municipal de Québec, en novembre 1938, contre l'ouverture éventuelle du Canada à l'immigration juive, considérée comme «soverainement inopportune et indésirable». Par ailleurs, cette tension se manifeste également à propos du projet de synagogue. En 1932, la communauté juive – qui n'a guère subi de problèmes jusque-là – entend ériger une nouvelle synagogue dans le quartier Montcalm, mais le projet est contesté. Un terrain de la rue Crémazie est finalement acheté, en 1942. La Ville veut reprendre le terrain, mais la communauté juive refuse de céder et finalement inaugure enfin sa synagogue, en 1944.

LA «RECONSTRUCTION» D'APRÈS-GUERRE

Si la guerre permet la relance industrielle de Québec, le devenir de cette économie à la fin du conflit préoccupe largement les autorités. En fait, dès 1939, le gouvernement fédéral met sur pied des groupes de travail chargés de penser ce que sera le Canada d'après-guerre et d'éviter, avec le retour des troupes démobilisées, une crise sociale et économique. De cette réflexion naît le Canada moderne d'après-guerre, se traduisant par différentes mesures, dont l'assurance-chômage et des programmes d'investissements publics, notamment en aménagement urbain et en habitation.

À Québec, le maire Borne s'engage, dès 1943, dans cette «reconstruction» de la ville et du pays. En mai, il fait état que la Ville dispose, à l'image des commissions d'experts fédérales, de comités chargés d'étudier les problèmes d'après-guerre «dans l'intérêt de la masse». En octobre, il propose un programme global lors du congrès de l'Union des municipalités, comprenant notamment le retour à la campagne des personnes venues travailler en ville et un imposant programme de travaux publics. Puis, en novembre et décembre 1943, il dévoile de larges pans de son programme de «reconstruction» pour Québec, rappelant devant la Chambre de commerce que «le problème de la reconstruction civile est celui de tout et chacun de nos concitoyens». De fait,



cette reconstruction s'avérera nécessaire, car Québec comptera, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, environ 10 500 chômeurs, soit le taux de chômage (9 %) le plus élevé des grandes villes canadiennes.

En premier lieu, le maire Borne met en place les institutions chargées du développement économique et touristique de la ville. C'est ainsi que le Commissariat à l'industrie, qui sera dirigé par Armand Viau, est mis sur pied, en 1944, pour assurer une transition en douceur de l'économie de guerre à une économie de paix. Le plan dévoilé en 1943 s'articule d'abord autour de la création d'un port franc. Il s'agit de construire sur les battures de Beauport douze quais et une zone industrielle capable d'accueillir des entrepôts et des usines de tous genres. Cet espace serait déclaré «zone libre», les entreprises qui s'y établiraient jouissant de privilèges en termes de taxes et d'impôts. Le projet reçoit le soutien du conseil municipal et de la Chambre de commerce, et l'Assemblée législative donne son assentiment unanime, en 1945. Mais le gouvernement fédéral rejette le projet, qui naîtra beaucoup plus tard... avec l'extension du port sur les battures de Beauport.

La reconversion des industries militaires retient également son attention. En 1945, afin de faire de Québec un centre industriel et commercial, le Commissariat à l'industrie crée huit zones industrielles, mais s'intéresse surtout au parc industriel Saint-Malo, où se situait l'Arsenal, rapidement désaffecté après la guerre. L'administration municipale achète, en novembre 1946, pour 500 000 \$ les terrains et les usines de guerre de Saint-Malo, un ensemble évalué à 10 millions de dollars. Engageant la Ville dans le développement économique – un champ d'activité nouveau –, le Commissariat subdivise les terrains, met en vente les bâtisses et signe une entente

■
Après la Seconde Guerre mondiale, les autobus remplacent les tramways à Québec. Cependant les déplacements se font de plus en plus en automobile, ce qui pose de nouveaux défis à l'administration municipale. Carte postale Lorenzo Audet. (Collection Jacques Saint-Pierre).

■
 Esquisse du projet de port franc sur les battures de Beauport. Dévoilé en 1943, le plan du maire Lucien Borne prévoit l'aménagement de douze quais et d'une zone industrielle. (Archives de Cap-aux-Diamants, fonds Lucien-Borne).



avec la Banque industrielle du Canada pour financer les entreprises intéressées. Le parc industriel de Saint-Malo connaît un tel succès qu'en 1954, environ 4 000 ouvriers y travaillent et l'on est obligé, dès 1952, d'ouvrir une nouvelle zone industrielle à la Pointe-aux-Lièvres.

UNE VISION GLOBALE : LE RENOUVEAU URBAIN

La «reconstruction» envisagée du Canada aura également d'importants impacts sur le milieu urbain, notamment en matière d'habitation et d'aménagement.

En ce qui a trait à l'habitation, au cours des années 1940, la pression pour «l'élimination des taudis» s'accroît. En 1944, une étude, *Le logement à Québec*, démontre l'urgence

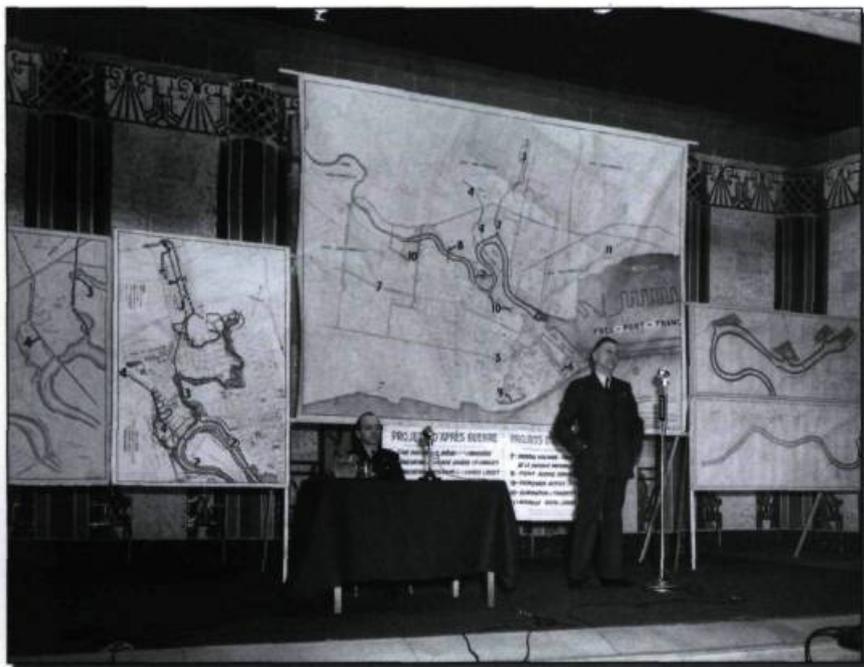
d'agir. Alors que la Wartime Housing Corp., pour répondre aux besoins de logements des ouvriers de l'Arsenal, construit de nombreuses habitations à l'identique, l'idée germe d'un vaste programme de construction résidentielle. Dans le cadre de son plan de reconstruction, le maire Borne soutient l'idée de créer un office fédéral qui financerait à un bas taux les familles désireuses d'accéder à la propriété et engage la Ville dans une opération de développement pour «aider à l'établissement des maisons familiales», notamment dans Limoilou.

Ce programme sera mis en œuvre par le gouvernement fédéral après 1945 et transformera le cadre urbain en favorisant la multiplication des bungalows. La banlieue moderne prend forme d'abord dans certains quartiers de Québec (Limoilou et Saint-Sacrement), mais surtout aux limites de la ville, à Giffard, Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy. Bien sûr, cette nouvelle façon d'habiter est accompagnée de modes de transport différents : entre 1940 et 1954, le nombre d'automobiles dans la région passe de 15 534 à 61 200. La pression est forte pour créer des routes plus larges et des stationnements, alors que le tramway cède la place aux autobus. La ville d'après-guerre est donc marquée par l'idée de progrès : des édifices modernes sont érigés un peu partout, un premier centre commercial apparaît en 1954 et l'Université Laval entreprend sa migration vers Sainte-Foy.

VERS UN CADRE D'AMÉNAGEMENT GLOBAL

Les transformations du cadre urbain suscitent une importante réflexion sur l'aménagement de la Ville de Québec. En effet, dès après la guerre, les conférences sur l'urbanisme se multiplient à Québec, à l'instigation

■
 Présentation des projets d'après-guerre du maire Lucien Borne au Palais Montcalm, le 22 mai 1945. Photo Moderne. (Archives de Cap-aux-Diamants, fonds Lucien-Borne).





du maire Borne et du commissaire à l'industrie, Armand Viau. En 1947, Roland Bédard présente au conseil municipal un plan d'urbanisme accompagné de propositions visant la mise sur pied d'un Service d'urbanisme à la Ville de Québec et d'une Commission régionale chargée de coordonner l'aménagement de la région.

Au cours de l'année suivante, des articles de journaux attirent l'attention du public sur la nécessité et les avantages d'un plan d'urbanisme à Québec. En 1948, la Ville de Québec engage Bédard à titre d'urbaniste municipal puis, l'année suivante, retient les services de Jacques Gréber et d'Édouard Fiset pour confectionner un plan d'ensemble. Cet aménagement, on le veut régional. Ainsi, en décembre 1948, les maires de seize villes des environs réclament la mise sur pied d'une commission chargée d'urbanisme régional de même que le soutien du gouvernement du Québec, car «la région de Québec contient la capitale de la province et moralement de tout le Canada français et que ses problèmes impliquent donc à double titre le gouvernement de cette province». Cette vision est soutenue par le maire Borne, qui reprend cet argument dans une causerie prononcée en 1952.

Parmi les enjeux d'aménagement, la préservation du Vieux-Québec apparaît comme une nouvelle préoccupation. C'est en ce sens que le maire Borne affirme, lors du troisième

Congrès de la langue française, en 1952 : «Depuis un demi-siècle, notre ville a connu un essor économique qui constitue, je l'avoue, un danger pour son cachet antique et français. Mais elle n'en a pas moins conservé les vestiges de son glorieux passé afin de demeurer la digne capitale non seulement de la seule province française du Canada, mais de tout ce qui est français et catholique en cette terre d'Amérique.» Les débats des années qui vont suivre montreront toute la complexité de ce questionnement.

À la sortie de la guerre, la ville de Québec est à un tournant. C'est dans ce contexte que l'action du maire Borne est durable. D'une part, il contribue à la naissance de la ville moderne d'après-guerre, notamment par l'engagement de Québec dans les projets de «reconstruction». D'autre part, à l'instar du gouvernement fédéral, il contribue également à la mise sur pied d'une administration municipale plus adaptée à la réalité contemporaine. En effet, celle-ci élargit son champ d'action, notamment en développement économique et touristique, en aménagement urbain, mais aussi dans d'autres domaines, afin de répondre aux besoins croissants et diversifiés de la population. ◆

Alain Roy est historien-conseil. Il œuvre au sein de la firme «Histoire plurielle».

■ Le général de Gaulle sortant de l'hôtel de ville de Québec en compagnie du maire Lucien Borne. (Archives de Cap-aux-Diamants, fonds Lucien-Borne).